

Le monde industriel et la croissance qualitative

Autor(en): **Jenny, Alain**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **47 (1989)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-139851>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le monde industriel et la croissance qualitative

D^r Alain Jenny
*administrateur délégué
de Granit S.A.
Lausanne*

Croissance zéro ou pas? Telle était la question posée lors du débat des Rencontres Suisses sur le thème économie/écologie. C'est à notre avis un faux problème et il vaudrait mieux parler de croissance qualitative.

La protection de l'environnement, certes, entraîne des contraintes. Or toute contrainte a un prix à payer. La question est de savoir si les citoyens de notre pays sont aujourd'hui suffisamment responsables pour accepter d'en payer le prix. Car alors, le cycle de l'économie travaille en faveur de l'environnement. Parfois à bout de souffle par diminution de ses marchés, la demande classique ayant été satisfaite, le monde industriel se cherche de nouveaux débouchés. Protéger l'environnement, n'est-ce pas une fabuleuse demande de la société moderne? Non satisfaite, elle peut donc se transformer en débouchés multiples pour les industriels qui ont eu assez de générosité ou de clairvoyance pour investir à temps dans des technologies et des productions non polluantes. Ce renouvellement de l'économie industrielle sera créateur d'emplois et de richesses. Il faut le stimuler par des règlements fixant des normes antipollution plus sévères.

L'avenir de l'économie industrielle, tout comme la protection de notre milieu naturel, oblige à remplacer la croissance quantitative par la croissance qualitative. Mais nos concitoyens sont-ils prêts à se discipliner et à payer le prix? Il faut malheureusement reconnaître que tel n'a pas été le cas jusqu'à maintenant, à quelques rares et courageuses exceptions près. A titre d'exemple, la protection de l'air exigeait de limiter les émissions d'oxydes d'azote et d'hydrocarbures. Pour cela, il aurait fallu réduire de façon très stricte la consommation de carburants et de combustibles. Ce qui impliquait de privilégier le transport en commun et les énergies renouvelables telles que les mesures d'isolation de bâtiments et le recours à l'énergie solaire. Or le taux de motorisation individuelle n'a pas cessé d'augmenter, même parmi beaucoup de défenseurs de l'environnement très convaincus. A tel point que les embouteillages et l'impossibilité de circuler en voiture dans des villes comme Genève aux heures de pointe restent le seul espoir de réorienter une partie des déplacements pendulaires sur les transports en commun, obtenant par là la diminution de consommation de carburant que l'on n'a pas pu atteindre sur une base volontaire.

Quant aux partisans des énergies renouvelables, ils sont souvent les premiers à se chauffer au mazout parce que c'est moins coûteux! Bien entendu, ce genre de calcul ne prend pas en compte les coûts sociaux que, pour l'instant, la collectivité continue à assumer.

En d'autres termes, la protection de l'environnement est affaire de chacun. Les industriels sont prêts à améliorer leurs produits si on leur paie le prix. Mais ce qu'il faut, c'est éduquer chacun à assumer ses responsabilités envers la nature. La problématique des

déchets illustre parfaitement ce propos: dans une société où chaque individu produit en moyenne 500 kg de déchets par an, les collectivités locales croulent sous le poids d'un problème qu'elles n'ont pas su organiser. Sur les 2,5 millions de tonnes de déchets produit chaque année en Suisse, un tiers environ des déchets les plus toxiques finissent dans des dépôts où la responsabilité de traitement est rejetée aux générations futures. Pour le reste, une partie est exportée dans les pays d'Europe de l'Est ou de l'Ouest, ainsi que dans les pays d'Afrique. Seule la courageuse intervention de quelques députés au Parlement européen a permis de ralentir, peut-être d'arrêter, cet honteux trafic où les pays les plus pauvres acceptent de servir de dépotoir aux déchets de nos pays industriels contre de l'argent.

En toute bonne conscience, la Suisse n'échappe pas à ce type de comportement, sans se rendre compte qu'une partie de déchets exportés en Europe de l'Est nous reviendront sous la pression des vents sous forme d'air pollué. Il est urgent d'investir dans l'éducation de la population et dans les solutions techniques pour maîtriser ce problème.

Première mesure: Ne pas produire de déchets. C'est une question d'organisation. Il faut recourir à des technologies propres qui permettent de valoriser les sous-produits d'un processus industriel au lieu de les détruire sous forme de déchets. A titre d'exemple, la prochaine construction à Evionnaz (Valais) de la première usine propre de pâte à papier, grâce à un procédé nouveau qui sépare la cellulose de la lignine à l'aide d'alcool au lieu des classiques procédés à base de soufre qui polluaient tous les sous-produits, empêchant leur valorisation.

Deuxième mesure: Penser à la destruction des produits au stade de leur conception déjà («design») en utilisant des matières premières naturelles, donc recyclables.

Troisième mesure: Recycler tout ce qui est possible. Cela ne se conçoit que si les différents types de déchets sont triés (déchets combustibles, non combustibles, compostables, métaux, verres, papier, déchets dangereux). Un tel tri, pour être efficace, doit se faire à la source. C'est chaque consommateur qui peut, par des mesures d'autodiscipline, contribuer à résoudre un problème difficilement soluble pour la collectivité.

Il faut être conscient que des solutions innovatrices sont en train d'apparaître, qui permettent de créer des produits non polluants. Mais, si l'on ne prend pas en compte l'économie qu'ils font faire à la collectivité (et ainsi, indirectement, au consommateur) ces produits non polluants risquent, dans certains cas, de paraître plus chers. Comment faire pour que tout le monde soit d'accord de payer cette apparente plus-value? Et peut-on être certain que tous les producteurs qui commencent à vendre à grand renfort de publicité des produits «environnementaux» méritent ce label?

C'est en partie pour répondre à ces questions que plusieurs régions d'Europe ont décidé d'unir leurs efforts pour créer l'Université-Réseau de l'Environnement, dont l'objectif peut se résumer en quelques mots: **recherche et formation** aux vraies solutions.

C'est en effet en favorisant la recherche que des solutions technologiques fiables et compétitives pourront être obtenues; et ce n'est qu'en informant consommateurs et industriels qu'il deviendra possible de modifier les comportements, tant à la conception, à la production qu'à la consommation. Car un produit «environnemental» ne doit pas entraîner de pollution grave ni pendant sa production, ni pendant son utilisation, ni enfin quand il

faut le détruire. Alors que le premier stade dépend de la discipline de l'industriel, elle-même souvent conditionnée par le prix que le consommateur accepte de payer, les deux stades suivants dépendent principalement du consommateur et de la collectivité à laquelle il appartient, c'est-à-dire que tout le monde est concerné.

L'Université-Réseau de l'Environnement rassemblera des éléments représentatifs d'Universités, de collectivités publiques et d'entreprises industrielles européennes, disposées à participer librement à ce programme en mettant en valeur leurs compétences respectives.

Aux problèmes spécifiques de chaque région, le programme de l'Université-Réseau de l'Environnement offrira des solutions globales, applicables universellement — les seules qui seront, à terme, acceptables.